

## ABONNEMENT

Saumur	
Un an . . . . .	25 fr.
Six mois . . . . .	13
Trois mois . . . . .	7

Poste	
Un an . . . . .	30 fr.
Six mois . . . . .	16
Trois mois . . . . .	8

## On s'abonne

A SAUMUR  
Au bureau du Journal  
ou en envoyant un mandat  
sur la poste  
et chez tous les libraires

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire  
L'abonnement doit être payé d'avance

POLITIQUE. LITTÉRATURE. SCIENCES. INDUSTRIE

## L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

## INSERTIONS

Annonces, la ligne . . . . .	20
Réclames, — . . . . .	30
Faits divers, — . . . . .	75

## RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier le rédacteur des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.  
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

## On s'abonne

A PARIS  
A L'AGENCE HAVAS  
8, place de la Bourse

SAUMUR, 16 MARS

## UNE LETTRE

## De l'évêque de Montpellier

Les républicains ont affecté d'être très satisfaits de la lettre de M<sup>r</sup> Richard, ils ont fait semblant d'y voir une adhésion à la politique de M<sup>r</sup> Lavignerie. C'est de bonne guerre, mais, nous pouvons le leur affirmer, la satisfaction que nous a causée la lettre du vénérable archevêque est encore plus vive que la leur, et à coup sûr de meilleur aloi.

Nous osons dire qu'un évêque a plus qualité que tel ou tel journaliste républicain, si ardentes que soient les convictions de celui-ci, pour interpréter la parole d'un autre évêque et en fixer le véritable sens. C'est à ce titre que nous recommandons aux réflexions de nos adversaires, décidément trop optimistes, la lettre adressée par M<sup>r</sup> de Cabrières, évêque de Montpellier, au cardinal archevêque de Paris.

L'Église entend-elle faire un devoir de conscience aux catholiques d'abjurer leurs opinions monarchistes et de donner leur adhésion à la République, et à quelle République ! à un régime qui, en proie aux sectes maçonniques, a pour objectif évident la destruction de la religion et poursuit cette guerre aux opinions par des vexations sans nombre contre les personnes ?

Ce n'est pas possible. Seuls les républicains exploitent au mieux de leurs intérêts d'imprudentes paroles, restées sans écho dans le monde catholique, ont pu prendre le change ou du moins feindre de le prendre et tenter de persuader aux catholiques que leurs évêques eux-mêmes les exhortaient à se rallier au gouvernement républicain.

L'épiscopat français ne pouvait pas laisser s'accréditer une pareille erreur qui fût devenue la source de dangereux malentendus.

Conformément à la doctrine exposée dans la lettre de M<sup>r</sup> Richard, M<sup>r</sup> de Cabrières explique avec une grande netteté que si l'Église « ne condamne aucune forme de gouvernement », elle ne peut avoir la prétention de condamner les fidèles à subir telle ou telle forme de gouvernement qu'ils jugent mauvaise pour les intérêts du pays.

En même temps elle ne peut fermer les yeux à ce fait que si l'opinion républicaine, considérée d'une façon abstraite, est aussi respectable qu'une autre, l'étiquette républicaine « n'est autre chose en réalité qu'un pseudonyme sous lequel se cachent les sectes antichrétiennes personnifiées dans la franc-maçonnerie ».

M<sup>r</sup> l'évêque de Montpellier se montre frappé de la fidélité aux institutions monarchiques persistant avec tant de force dans notre pays à travers tant de bouleversements et du « sentiment désintéressé qui a survécu à tant de gouvernements d'origine diverse qui se sont élevés, puis écroulés sur notre sol. »

Et l'éminent évêque ajoute :  
« Eh bien ! faut-il, même au risque de contrister et de blesser les meilleurs et les plus gé-

néreux de nos diocésains, ceux qui nous ont aidé dans toutes nos œuvres, et que nous trouvons toujours prêts à s'exposer pour notre cause, faut-il que nous leur disions nous-mêmes avec une cruelle insistance : « Par suite de nos révolutions successives, vos pères et vous vous avez supporté, volontairement et fièrement, la pauvreté, l'absence de toute faveur, la privation de toute influence, la difficulté d'entretenir, de soutenir, d'élever et d'établir vos enfants : vous vous êtes trompés ; hâtez-vous d'endormir et d'étouffer des regrets inutiles ; vous devez, en conscience, porter aux idées nouvelles votre enthousiasme et votre encens, vous devez acclamer ce que avez vous-mêmes si longtemps combattu ! Vous devez changer de croyances et de symbole ! »

Il nous semble bien difficile de voir dans ces paroles rien qui du plus loin ressemble seulement à un conseil donné aux monarchistes catholiques de se rallier au gouvernement républicain.

Mais l'éminent évêque va plus loin, il suppose le conseil donné, il le suppose accepté, et alors il envisage les conséquences pratiques : il est autorisé par l'expérience de ce que tous nous avons vu à prévoir que nos adversaires ne se départiront pas de leur prétention d'exiger une adhésion à la République « en bloc » telle qu'ils la conçoivent, telle qu'ils l'ont réalisée et avec les lois persécutrices que les catholiques ont constamment combattues. Sinon l'adhésion de ceux-ci serait dédaigneusement repoussée.

« Et, devant cette réponse trop facile à prévoir, dit M<sup>r</sup> de Cabrières, que feront les catholiques ? Ils reviendront en arrière, affligés, humiliés, comme on l'est toujours après des avances inutiles et dédaignées. »

Voilà comment l'Église de France, par la voix de ses plus éminents prélats, résout la question posée. Les plus habiles à épiloguer parmi nos adversaires ne parviendront pas à tirer de textes aussi précis des arguments capables d'inquiéter la conscience des hommes résolus sur la terre de France à rester fidèles à leur Roi comme ils le sont à leur Dieu.

COTTA.

IMPRÉVOYANCE RÉPUBLICAINE  
Au Tonkin

De lamentables nouvelles arrivent du Tonkin, qui font souger au drame dans lequel trouverent la mort le commandant Rivière et ses compagnons.

La résistance de Cho-Bo, qui n'était gardée que par quarante hommes, a été surprise pendant la nuit.

Le résident a été tué au moment où il criait aux armes et les Européens de Cho-Bo ont été massacrés.

Après avoir incendié le village, les assaillants, cinq cents pirates, sont partis emportant toutes les armes et les munitions de la résidence.

Détail grave, il semble que ce sont les miliciens à la solde de la résidence qui ont trahi et livré le résident.

Nous ne sommes pas des alarmistes.  
Nous ne voudrions pas exagérer la situation.

Mais nous sommes très inquiets de la tournure que prennent les choses au Tonkin.

Le plus important des journaux de la colonie, *l'Avenir du Tonkin*, dit que dix mille hommes sont nécessaires pour pacifier le pays ; il ajoute même cette appréciation qui est grosse de conséquences : « C'est une seconde conquête du Tonkin qu'il faudra entreprendre. »

D'ailleurs, affirme-t-il, l'insuffisance de troupes a permis à la piraterie de recruter des partisans nombreux et jamais la situation n'a été plus critique.

Il est certain que, si nous devons avoir à lutter contre les trahisons probables des milices indigènes, nous allons nous trouver en face d'un inconnu redoutable.

Effet, sans doute, du régime trop civil.

On s'est trop hâté de substituer les milices tonkinoises, sous l'autorité des fonctionnaires, aux troupes régulières commandées par des officiers.

C'était très républicain, mais c'était aussi imprudent qu'inintelligent.

En somme, nous voici à la veille d'une nouvelle expédition et contraints à de nouvelles dépenses très considérables, précisément au lendemain du jour où la commission du budget a fait savoir au gouvernement qu'il fallait enfin entrer pour de bon dans la voie des économies.

Nous le voyons une fois de plus, en République les dirigeants ne savent rien prévoir.

Les journaux conservateurs, commentant les nouvelles du Tonkin, constatent que les désastres s'accroissent et que la conquête du Tonkin, après dix ans d'occupation, est à refaire.

## L'AFFAIRE

## DE LA SOCIÉTÉ DES DÉPÔTS

Les causes de la chute de la Société de Dépôts et de Comptes courants sont nombreuses.

La créance Blondel (*Bourse de Commerce*) s'élève à 46 millions, dont 30 0/0 seront difficilement recouvrables.

L'affaire du *Crédit viager* fait perdre à la Société 12 millions.

Bref, comme actif à mettre en regard du passif, il ne reste que l'immeuble, évalué 6 millions, et les 375 fr. à appeler par action. Mais combien de porteurs ne répondront pas au premier appel de 125 fr. qui va être adressé sous cinq jours ? Les actionnaires sont au nombre de 3,700.

Près d'un tiers, et ce ne seront pas les petits porteurs, se déclareront insolubles et ne répondront pas aux appels de fonds du liquidateur judiciaire qui va être nommé.

La Banque de France et le Crédit foncier l'ont si bien jugé ainsi, qu'en avançant 60 millions à la Société de Dépôts et de Comptes courants, ils se sont constitués créanciers gagistes :

- 1° De tout le portefeuille ;
- 2° Des immeubles ;
- 3° Des sommes à verser sur les actions nominatives.

Voilà un aperçu de la prospérité financière sous la République.

C'est M. Rouvier, ministre des finances de la France qui est intervenu, a réuni les directeurs des Sociétés de crédit ; et, à l'aide d'une pression violente, les a obligé à donner l'argent nécessaire à l'atténuation des désastres de la Société en péril.

De quel droit M. Rouvier intervient-il ainsi dans des opérations de cette nature ? Est-ce comme ministre des finances ? — Est-ce comme aimable courtier ?

A quel mobile obéit-il en cherchant à sauver telle Société plutôt que telle autre ? — car il n'a que l'embaras du choix de ces sauvetages.

Que s'employait-il pour la Bourse du commerce ? pour le pavage en bois ? pour le Crédit viager ?

Etc., etc., etc., etc., etc.

Les intérêts engagés par des particuliers dans telle société sont-ils plus sacrés que ceux engagés dans telle autre société ?

Il a plu à la République d'être agréable au *Crédit foncier* — on se souvient des histoires de l'an dernier. — Il lui a convenu d'être sévère au Comptoir d'escompte. Elle a voulu, au contraire, écraser l'*Union générale*, ébranler le crédit de la Place à l'aide de ce krach qu'elle a provoqué.

Pourquoi ? — Il y a dans cette intervention de l'Etat un indice de mœurs tout à fait nouvelles. L'Etat n'a été considéré, jusqu'à présent, que par l'administrateur des deniers publics.

Les ministres s'initiant dans les comptes des Maisons de commerce, des Sociétés de Banque privées, pour les aider ou au besoin les perdre ; — les ministres jouant à coup sûr des primes à l'aide des réserves des Dépôts. C'est tout à fait du nouveau.

C'est tout à fait fin siècle.

Moralité de l'œuvre :  
Les Banques qui s'élancent dans des spéculations malheureuses, sauront qu'elles n'ont pas grand-chose à redouter, si elles plaisent au ministre en place.

## INFORMATIONS

## UNE LOI ONÉREUSE

La Chambre a voté définitivement la loi également votée par le Sénat sur les droits de l'époux survivant.

En voici les principales dispositions :

Article premier. — L'article 767 du Code civil est ainsi modifié :

« Art. 767. — Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété au conjoint non divorcé qui lui survit et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée.

Le conjoint survivant non divorcé qui ne succède pas à la pleine propriété et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps en forme de chose jugée, a sur la





